

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	60	15

N° de la séance : 05

Objet de la délibération : Direction de la Cohésion Sociale - Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation de Grasse - Désignation de deux postes de travail d'intérêt général

<p><input checked="" type="checkbox"/> Original</p> <p><input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original</p> <p>Pour le Président, Le Directeur Général des Services par intérim</p> <p>Didier ROSSI</p>
--

N° Enregistrement : CC.2016.030

<p>Date de la convocation : Le 05/04/2016</p> <p>Certifié exécutoire compte tenu</p> <p>de l'affichage en date du 19 AVR. 2016</p> <p>de la réception s/Préfecture en date du 28 AVR. 2016</p> <p>Pour le Président, Le Directeur Général des Services par intérim</p> <p></p> <p>Didier ROSSI</p>

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 11 avril 2016

L'an deux mil seize et le 11 avril à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois d'avril, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, René TRASTOUR, Joseph VALETTE, Thérèse ROUAZE, Bernard DUBOIS, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Albert CALAMUSO, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Jean-Pierre DERMIT, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Béatrice VIGNOLO, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Barbara LANCE, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Eric PAUGET, Khéra BADAOU, Déborah MINEI, Anne CHEVALIER

PROCURATIONS :

Michel MAZUET à Guilaine DEBRAS, André-Luc SEITHER à Jacques GENTE, Patrick DULBECCO à Serge AMAR, Yves DAHAN à Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN à Marguerite BLAZY, Michel VIANO à Michel BERTRAND, Lionel TIVOLI à Anne CHEVALIER

ABSENTS :

Jean-Bernard MION, Jean-Pierre MASCARELLI, Alain ARZIARI, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Claude BERENGER, Christophe ETORE, Martine SAVALLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAOU, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame SALUCKI,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a décidé, par délibération du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2003, d'exercer la compétence Politique de la Ville sur son territoire. Elle a notamment considéré comme étant d'Intérêt communautaire les actions de prévention de la délinquance et en particulier celles permettant de lutter contre la récidive.

Dans ce cadre, et parallèlement aux actions qu'elle développe au sein de la Direction de la Cohésion Sociale, la CASA a souhaité s'associer au dispositif mis en place par le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation de Grasse, en lien avec le Tribunal de Grande Instance de Grasse, visant à aider l'action de réinsertion sociale des personnes majeures placées sous main de justice.

Aussi, et afin de pouvoir accueillir au sein des services ces délinquants condamnés à effectuer, au profit d'une collectivité, des peines de travail d'intérêt général non rémunérées, la CASA a délibéré en date du 10 juillet 2006 et a approuvé en Conseil Communautaire le principe de création de trois postes de « Tigistes » au sein du service Gestion des Déchets de la Direction Exploitation Environnement.

Compte tenu du bilan très positif de cette action, une nouvelle convention ouvrant deux postes supplémentaires a été approuvée par délibération du Conseil Communautaire du 30 juin 2008.

En 2015, 27 personnes ont été accueillies dans le cadre d'une mesure TIG pour un total de 2581,5 heures travaillées.

Nous souhaitons aujourd'hui poursuivre et renforcer ce partenariat en augmentant la capacité d'accueil mais également en diversifiant les missions confiées aux « Tigistes ».

Par le biais d'une convention, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis s'engage ainsi à mettre à la disposition du Tribunal de Grande Instance de Grasse deux postes de Travail d'Intérêt Général (T.I.G) au sein des services de la Direction de la Lecture Publique.

La personne accueillie dans le cadre d'une mesure TIG constituera un renfort pour les services suivants : Service au public (locaux situés au siège administratif de la C.A.S.A.) et Médiathèques communautaires. Une fiche de poste sera établie pour chacun des deux postes proposés au sein de la Direction de la Lecture Publique.

L'article 2 de la convention annexée à la présente délibération définit les droits et obligations des parties.

Les Juges chargés de l'application des peines s'assurent de l'exécution de la mesure et sont assistés à cet effet par la Directrice du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation pour l'antenne de Grasse et/ou le/la Délégué(e) dudit service, chargé(e) du suivi du condamné.

Préalablement à l'accomplissement du travail, l'assujetti au T.I.G. et son placement sont présentés pour accord au responsable désigné représentant la collectivité d'accueil par le conseiller d'insertion et de probation.

La personne soumise à un Travail d'Intérêt Général effectue les heures de travail suivant le planning établi à l'avance par le service communautaire d'accueil en coordination avec le conseiller d'insertion et de probation. Elle peut être employée du lundi au samedi durant les horaires de travail des agents du service. En cas d'incident grave, le responsable du service communautaire d'accueil ou le conseiller d'insertion et de probation peut suspendre sur le champ la mesure T.I.G.

L'Etat est civilement responsable en cas de dommages. Aucun frais n'incombe au service communautaire d'accueil.

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter de sa date de signature et une fois revêtue de son caractère exécutoire. Elle est renouvelable tacitement et peut-être résiliée par l'une ou l'autre des parties au moins deux mois avant sa date d'échéance.

Vu l'intérêt que présente cette convention pour la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis ;

Vu l'avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 10 mars 2016 ;

Vu le bilan positif de ce partenariat ;

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- de valider le principe d'une extension de convention avec le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP) de Grasse pour la désignation de 2 postes supplémentaires de Travail d'Intérêt Général au sein de la Direction de la Lecture Publique ;
- d'approuver la convention avec le SPIP de Grasse, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Madame la vice-présidente déléguée à la politique de la ville à signer ladite convention.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- de valider le principe d'une extension de convention avec le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP) de Grasse pour la désignation de 2 postes supplémentaires de Travail d'Intérêt Général au sein de la Direction de la Lecture Publique ;
- d'approuver la convention avec le SPIP de Grasse, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Madame la vice-présidente déléguée à la politique de la ville à signer ladite convention.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 11 avril 2016
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

**CONVENTION POUR LA CREATION DE DEUX POSTES DE TRAVAIL D'INTERET GENERAL ENTRE LA
C.A.S.A. (Direction de la Lecture Publique) ET LE SERVICE PENITENTIAIRE D'INSERTION ET DE
PROBATION DE GRASSE**

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 – 06606 ANTIBES représentée par Madame Michèle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de vice-présidente conformément à la délibération du Conseil Communautaire du 11 avril 2016 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

ET

Le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation de Grasse, en lien avec le T.G.I. de Grasse, ayant pour but d'aider, de favoriser l'action de réinsertion sociale des personnes placées sous main de justice, situé 7 avenue des Ambrois – 06 000 NICE représenté par Madame Michèle BRUYERE, en sa qualité de Directrice Départementale, agissant pour l'antenne de Grasse sise au 45 chemin de l'Orme – 06 130 GRASSE

Ci-après désigné **S.P.I.P. de Grasse**

CONSIDERANT

QUE par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville,

QUE les peines de Travail d'Intérêt Général donnent à la C.A.S.A. l'occasion de contribuer positivement à l'action de réinsertion sociale des personnes majeures placées sous main de justice,

QUE la C.A.S.A., par le biais de sa Direction de la Cohésion Sociale souhaite y adhérer,

QUE l'avis de la Commission Politique de la Ville qui s'est tenue le 10 mars 2016 y est favorable,

QU'il y a lieu d'établir une convention pour déterminer les conditions de la mise en place du Travail d'Intérêt Général,

SUR PROPOSITION des Juges chargés de l'application des peines du Tribunal de Grande Instance de Grasse, d'une part

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION :

L'objet de la convention est d'augmenter et de diversifier l'offre des postes proposés actuellement au sein de la CASA pour l'exécution des peines de travail d'intérêt général.

Fort du bilan positif de l'utilisation des 5 postes TIG déjà existants au sein de la Direction Exploitation Envinet, par la présente convention, la C.A.S.A s'engage à mettre à disposition du Tribunal de Grande Instance de Grasse 2 postes supplémentaires de Travail d'Intérêt Général pour les majeurs à la Direction de la Lecture Publique :

- 1 poste en tant qu'assistant d'agent des médiathèques communautaires
- 1 poste d'assistant aux agents du service au public

ARTICLE 2 : MODALITES D'EXECUTION DE LA CONVENTION

Les Juges chargés de l'Application des Peines s'assurent de l'exécution de la mesure et sont assistés à cet effet par la Directrice du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation pour l'antenne de Grasse et/ou le/la Délégué(e) dudit service, chargé(e) du suivi du condamné.

Préalablement à l'accomplissement du travail, l'assujetti au T.I.G. et son placement sont présentés pour accord au responsable désigné représentant la collectivité d'accueil par le Conseiller Pénitentiaire d'Insertion et de Probation.

Le condamné au T.I.G. fait l'objet d'un examen médical préalable.

Il est obligatoirement couvert par le régime général de la Sécurité Sociale à la diligence de la responsable du S.P.I.P. qui devra être immédiatement saisie en cas d'accident du travail par le responsable (réfèrent du partenaire). Il en est de même en cas de dommages causés à autrui par le « tigeste ».

Ce dernier effectue les heures de travail, suivant le planning qui est établi à l'avance par le service communautaire d'accueil, en coordination avec le conseiller pénitentiaire d'insertion et de probation. Il peut être employé du lundi au samedi durant les horaires de travail des agents de service conformément à la fiche de poste préalablement établie.

Dès l'accomplissement de la totalité des heures, le service communautaire d'accueil transmet au Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation le formulaire dûment rempli indiquant les jours et heures de travail.

Le service communautaire d'accueil est chargé de la formation et de l'encadrement technique de la personne condamnée au T.I.G.

Tout manquement et tout incident doivent être portés immédiatement à la connaissance du conseiller d'insertion et de probation qui en informe le Juge chargé de l'Application des Peines.

En cas d'incident grave, le responsable du service communautaire d'accueil ou le Conseiller d'Insertion et de Probation peut suspendre sur le champ la mesure T.I.G.

L'Etat est civilement responsable en cas de dommages.

Aucun frais n'incombe au service communautaire d'accueil.

Les repas peuvent être pris sur place à midi.

ARTICLE 3 : DUREE

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter de sa date de signature et une fois revêtue de son caractère exécutoire. Elle se renouvelle tacitement au-delà de cette échéance sous réserve de la production d'un bilan annuel quantitatif et qualitatif établi conjointement par le SPIP et la C.A.S.A.

La C.A.S.A peut toutefois décider de ne pas reconduire la convention. Dans ce cas, elle doit en informer par courrier le S.P.I.P de Grasse, 2 mois au moins avant l'échéance de la convention.

ARTICLE 4 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Sophia Antipolis le,

En deux exemplaires

Pour le S.P.I.P. de Grasse,
La Directrice,

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Pour le Président,
La Vice- Présidente Déléguée à la Politique de la
Ville

Michèle BRUYERE

Michelle SALUCKI

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 11/04/2016
Numéro : CC.2016.030
Nature : DE - Deliberations
Objet : Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation de Grasse
- Désignation de deux postes de travail d'intérêt général
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement
Interlocuteur
Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 109487977
Référence envoi : IDF2016-04-28T15-02-39.00
Envoyé le : 28/04/2016
à (TU) : 13h02:49

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 28/04/2016
Identifiant : 006-240600585-20160411-AOI_5952-DE

Acte reçu

Date : 11/04/2016
Numéro interne : AOI_5952
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 5
Objet : Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation de Grasse - Désignation de deux postes de travail
d'intérêt général
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20160411-AOI_5952-DE-1-1_1.pdf

Annexes

Nombre : 1
006-240600585-20160411-AOI_5952-DE-1-1_2.pdf